

Gestion des écosystèmes cultivés en zone forestière humide du Cameroun : identification des acteurs et des contraintes à la durabilité



Extrait du dossier thématique d'Agropolis International
- Spécial partenariat -
"Le projet DURAS : des partenariats innovants pour le développement"
(48 pages, juin 2010)

L'augmentation de la démographie ainsi que les besoins croissants en produits vivriers des zones urbaines accentuent la pression sur les ressources forestières des zones humides. Voici un exemple camerounais qui a contribué à l'amélioration de la gestion durable des écosystèmes cultivés de ces zones par un ensemble de méthodes d'appui-conseil et d'apprentissage participatif des producteurs, en repérant, en accompagnant et en valorisant les innovations paysannes.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (1999), le taux annuel de déforestation au Cameroun est de 6 %, dont 85 % sont attribués aux exploitations familiales agricoles.

Afin de développer un répertoire de « bonnes pratiques » de gestion des ressources naturelles basé sur l'appui-conseil, le projet « **Innovations et savoirs paysans dans les pratiques de gestion des écosystèmes forestiers humides d'Afrique de l'Ouest et du Centre : diversification des systèmes associant cultures pérennes et vivrières** » visait à inventorier les pratiques en cours chez les agriculteurs de ces zones et leur impact sur les ressources naturelles, et à identifier les principales contraintes à la gestion durable des écosystèmes cultivés. Pour illustrer cette opération, voici l'exemple de Melen et Bokito, au Sud-Cameroun, deux des villages pilotes du projet.

Deux zones forestières aux populations riveraines dépendantes des ressources naturelles

Melen et Bokito se distinguent par leur écologie, leur densité de population, leurs voies de communication et par la pression subie sur leurs terres cultivables. Melen, situé en zone de forêt dense humide à pluviométrie bimodale, est caractérisé par une faible densité de la population (10 habitants/km²), une pression sur les terres agricoles modérée et des voies de communication peu développées. Bokito, situé dans la zone de transition forêt-savane, est caractérisé par une densité de population relativement élevée (70 habitants/km²), une forte pression sur les terres cultivables et des voies de communication développées.

Un projet qui associe scientifiques et acteurs de la gestion des écosystèmes cultivés

Cette étude a associé recherche agricole, universités, ONG, organisations paysannes et les populations des deux sites du Sud-Cameroun. Elle a été mise en œuvre grâce à l'appui de personnes ressources et d'étudiants intervenant auprès des exploitants agricoles. La collecte des données s'est effectuée sur la base d'enquêtes et d'entretiens auprès d'un échantillon de 40 paysans dans chaque site.

Des personnes ressources, telles que les autorités locales (chefs traditionnels, leaders religieux), les agents de vulgarisation agricole ou les organisations des producteurs opérant dans les sites étudiés, ont également été sollicitées pour faire le point sur leur perception de l'implication des pratiques des agriculteurs sur l'évolution des écosystèmes de leur localité. Enfin, des visites de terrain et des réunions de restitution ont été régulièrement organisées pour consolider les résultats des enquêtes et des entretiens.

Un contexte économique et social en transformation

Des changements dans l'environnement écologique et social local, voire des modifications plus larges de l'environnement économique régional, national ou mondial, influent sur le devenir des exploitations agricoles familiales. En effet, la crise économique des années 1990 affectant le cours des produits agricoles de rente ainsi que la réduction de l'aide •••



© G. Fongang

▲ Étude des pratiques agricoles en cours et de leur impact sur les ressources naturelles dans des villages pilotes du sud-est du Cameroun.

de l'État font partie des facteurs qui ont conduit les producteurs à diversifier et à intensifier leurs activités agropastorales. Ils se sont davantage orientés vers une production fruitière et vivrière (racines, tubercules, plantain, maïs au Cameroun et au Ghana, riz et arachide en Guinée), pour répondre à l'augmentation de la demande des villes, favorisée par un accroissement important des populations urbaines (3 % par an) et par l'amélioration des voies de communication.

Vers un développement des activités agricoles au détriment de la forêt

Pour s'adapter à ces évolutions, les paysans ont spontanément adopté trois types d'innovations : organisationnelles, techniques et de gestion des ressources halieutiques et faunistiques.

De nouvelles pratiques agricoles apparaissent, comme celle de la jachère courte, dite « interrompue », qui induit une baisse de la productivité des parcelles au fil du temps. Autrefois quasi-inexistante dans les sites d'étude, la monoculture des vivriers et fruitiers marchands s'installe aussi, au détriment des successions culturelles. Les bas-fonds jusque là considérés comme impropres à l'agriculture sont également aménagés. La traditionnelle agriculture itinérante

sur brûlis demeure toutefois importante.

L'accent est désormais mis sur les activités agricoles au détriment des autres activités liées à la forêt (chasse, pêche, produits forestiers non ligneux), dont les ressources sont en constante diminution et dont les modes d'exploitation ne sont plus réglementés par les populations locales. La culture vivrière, autrefois dévolue aux femmes, se modifie aussi avec l'arrivée de nouveaux acteurs et ne se limite plus à la fonction de subsistance : elle devient désormais génératrice de revenus parfois au même titre que les cultures dites « de rente ».

Des exploitants agricoles aux stratégies variées

Les agriculteurs réagissent différemment aux changements selon leur âge, leurs objectifs de production, la composition de leur famille et leur orientation vers une commercialisation ou vers l'autoconsommation. Ainsi, des plus vieux agriculteurs aux plus jeunes, les stratégies divergent : du maintien, pour la survie, des systèmes à base de cacao et café introduits par la colonisation, au développement de systèmes à base de vivriers marchands pour l'alimentation de la famille et les revenus. Quatre types d'exploitants agricoles ont été définis, avec des stratégies de gestion des écosystèmes cultivés très variées

(temps de jachère, type de culture, utilisation d'intrants, etc.). Ces types de producteurs sont plus ou moins ouverts aux innovations et leur intérêt pour une recherche de l'information « utile » est variable.

Chez les plus jeunes (25-35 ans), par exemple, on note une agriculture de type monoculture à forts intrants agricoles avec l'utilisation d'engrais plus prononcée dans la zone de transition forêt-savane et avec des rendements plus importants que dans les autres types d'exploitations traditionnels (cacaoyers, caféiers). Ainsi, les agriculteurs manifestent de nouveaux besoins et de nouvelles demandes (intrants, main d'œuvre, financement, commercialisation des produits) qui nécessitent de mettre en place de nouveaux services (systèmes de financement, formation, appui-conseil).

De la diffusion de l'information à son appropriation par les utilisateurs finaux

Les sources d'encadrement et d'information agricole auprès de ces différents types de producteurs sont multiples et diversifiées. À côté des structures institutionnelles les plus présentes (organismes d'encadrement paraétatiques, agents de vulgarisation du ministère de l'Agriculture, émissions spécialisées de radio), on rencontre les ONG, les

organisations des producteurs, les regroupements à caractère social (tontines, cotisations, groupes religieux, etc.) et les opérateurs privés, en particulier les vendeurs d'intrants agricoles. L'information diffusée par ces sources n'est pas toujours appliquée à la lettre. Pour la conduite de leurs exploitations agricoles, les paysans opèrent en général une sélection des techniques et des pratiques proposées, qu'ils combinent à leur expérience propre.

Cette sélection varie en fonction des moyens physiques et financiers dont le chef de famille dispose, et de la stratégie de croissance qu'il adopte pour améliorer la productivité de ses parcelles cultivées.

Les regroupements à caractère social sont les relais privilégiés de diffusion des innovations, en particulier de l'information agricole. Ils regroupent en leur sein diverses sensibilités sociales ayant des affinités d'ordre structurel et organisationnel. Parmi les motivations à se regrouper, on peut citer la volonté des adhérents d'échanger les expériences ou de fédérer leurs énergies afin de réduire la pénibilité du travail et/ou d'agrandir les surfaces cultivées.

Actions variées des acteurs de la gestion des écosystèmes cultivés

Les actions et impacts de ces différents acteurs sur les écosystèmes forestiers cultivés se situent sur trois niveaux :

■ **Le premier niveau** est constitué des acteurs ayant un impact direct sur les écosystèmes cultivés en fonction des pratiques et techniques culturelles ainsi qu'en fonction

des moyens physiques, humains et financiers dont ils disposent : paysans, organisations paysannes ou de producteurs, groupes de travail, tontines et associations religieuses.

■ **Le second niveau** est constitué des acteurs ayant une influence forte sur la prise de décision du groupe d'acteurs du niveau 1 : structures d'encadrement institutionnelles, ONG. Leur appui est plus orienté vers l'amélioration de la productivité des parcelles cultivées et la gestion rationnelle des ressources.

■ **Le niveau 3** est constitué des vendeurs d'intrants et acheteurs des produits agricoles. Leurs principales cibles sont les cacaoculteurs et les paysans qui s'orientent vers la monoculture. Ils entretiennent des relations privilégiées avec le groupe d'acteurs du niveau 2 pour l'information des agriculteurs sur les produits qu'ils proposent, mais aussi pour identifier leurs cibles.

De bonnes pratiques agricoles pour la gestion durable des écosystèmes cultivés

Dans la zone d'étude, l'apparition progressive de systèmes de culture et de pratiques agricoles innovantes s'accompagne de nouveaux besoins et demandes de la part des agriculteurs :

■ en intrants (fertilisation, traitements phytosanitaires) mais aussi en main d'œuvre (préparation des parcelles, entretien des cultures) ;
 ■ en formation sur les techniques culturelles des cultures nouvelles,
 ■ et en appui-conseil dans la gestion de plusieurs activités sur différents thèmes : programme de travail prévisionnel, financement, utilisation des revenus, etc.

Dans ces zones forestières en évolution rapide, gérer durablement les écosystèmes cultivés nécessite des interventions conjointes et coordonnées des acteurs à plusieurs niveaux : mise en œuvre de « bonnes pratiques » par les exploitants, réglementation des modalités d'accès et d'utilisation des ressources naturelles villageoises, application par l'État en concertation avec les populations d'une politique de gestion conservatoire des ressources naturelles forestières. Cette évolution paraît nécessaire et devra tenir compte, pour être adaptable à d'autres régions du monde, de la variété des stratégies des différents agriculteurs, des difficultés de communication qui peuvent persister (distance, langue) et de la problématique liée au développement de la vente des produits vivriers (commercialisation, transformation, conservation des produits, etc.). ■

Le partenariat

Maître d'œuvre : Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD, Cameroun)

Partenaires : Association pour le Développement Intégral des Exploitants Agricoles du Centre (ADEAC Cameroun), Centre d'Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles (Guinée), Cirad (France), *Citrus Growers Association* (Ghana), Fédération Nationale des Planteurs de Café de Guinée, Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), *Ministry of Food and Agriculture* (MoFA) / *Eastern Region and District Extension Service* (Ghana), *Oil Palm Research Institute* (Ghana), Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD, Cameroun), Service National de la Promotion Rurale et de la Vulgarisation (SNPRV, Guinée), SOS Vert : Association pour l'Économie Solidaire et le Développement Vert (ASBL, Cameroun), Université de Dschang (UDS), Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA, Cameroun), *University of Ghana*.

Pays concernés : Cameroun, Ghana, Guinée

Contacts : Aboubakar Njoya, aboubakarnjoya@yahoo.fr & Jean-Marie Kalms, jean-marie.kalms@cirad.fr